

développements positifs qui se produisent ailleurs. L'évolution de la situation en Namibie permet d'espérer; mais le changement ne fait que commencer et il exigera prudence et vigilance à chaque étape. Il est indispensable d'instaurer des conditions qui permettent des élections vraiment libres et justes.

Le Canada, quant à lui, est prêt à faire sa part dans l'important effort international qu'exige le contexte namibien. Nous chercherons non seulement à garantir l'élection libre et juste d'un gouvernement vraiment représentatif, mais aussi à aider le peuple namibien à satisfaire à ses besoins de développement une fois l'indépendance acquise. Si nous agissons avec prudence, une Namibie indépendante peut s'avérer une pièce importante sur l'échiquier de l'Afrique australe. Mais il ne faut pas se faire d'illusions. Cette étape n'a pas encore été franchie. Et l'accession de la Namibie à l'indépendance ne signifie ni la fin de l'apartheid, ni la fin des tentatives de l'Afrique du Sud qui visent à déstabiliser ses voisins.

Le Zimbabwe a souffert directement de l'agression sud-africaine et, dans une même mesure, des pressions et de l'ingérence de l'Afrique du Sud. Il en a été de même des autres États de la ligne de front. Il n'y a absolument aucune raison de présumer que les intentions de l'Afrique du Sud ont changé. La déstabilisation est un processus à long terme qui croît et décroît et qui change régulièrement de cibles. Mais nous devons supposer qu'elle ne disparaîtra pas tant que le système de l'apartheid ne sera pas démantelé.

Hier, Monsieur le Président, votre ministre des Affaires extérieures m'a emmené voir des bâtiments qui ont été bombardés ici à Harare. J'avais auparavant visité une usine du Zimbabwe qui, autrefois, importait du soufre canadien par Maputo mais avait dû renoncer à cette voie d'approvisionnement parce que les activités de déstabilisation avaient rendu la ligne peu sûre. Il y a dix-huit mois, au Mozambique, j'ai parlé à un médecin canadien qui avait travaillé dans un petit hôpital rural, construit pour aider la population, et devenu la cible de terroristes. La destruction déstabilise. Mais l'atmosphère d'incertitude, le fait de ne pas savoir qui sera la prochaine cible, déstabilise tout autant.

Nous examinerons un rapport détaillé des pratiques de déstabilisation et des coûts qu'elles entraînent pour les États de la ligne de front. Le rapport soumis antérieurement, à l'instigation du Commonwealth, par le général Obasanjo sur les besoins de sécurité de ces États offrait un ensemble très utile de recommandations. Nous déterminerons ici comment, en tant que pays du Commonwealth